

Le Soir d'Algérie - Espace «Retraite» — E.mail : soiretraite@hotmail.com

RETRAITE AU MAROC

Une réforme qui piétine

La réforme du système des retraites au Maroc, tout le monde en parle depuis des années. Les scénarios, pour éviter aux caisses de retraites la faillite, ont été vus et revus, mais à la date d'aujourd'hui, aucun gouvernement, y compris celui de Benkirane, n'a eu le courage de passer à l'acte.

On s'attendait à l'annonce d'un début de réforme à l'occasion de la réunion du conseil d'administration de la Caisse marocaine des retraites (CMR) qui s'est tenue récemment, mais le ministre de l'Economie et des Finances, Mohamed Boussaid, qui a présidé le conseil, s'est contenté de faire une promesse pour l'année 2015.

Normalement, c'était le chef du gouvernement, Abdelilah Benkirane, qui devait présider la 5^e session du CD de la CMR, mais celui-ci aurait trouvé le dossier un peu chaud et s'est ravisé sans aucune explication.

Pourtant, plusieurs officiels, y compris Benkirane, avaient insinué que le scénario retenu pour la réforme de la CMR était pratiquement prêt, au moment où les syndicalistes ont commencé déjà à hausser le ton pour dénoncer le manque de concertation et leur exclusion des discussions sur ladite réforme. Le scénario retenu pour le cas de la CMR, selon des informations véhiculées par la presse, prévoit le relèvement de l'âge légal de départ à la retraite à 62 ans à partir de 2015, et progressivement à 65 à l'horizon 2020, en plus d'une augmentation des cotisations qui passeront de 20% à 28 %, la

différence sera couverte à parts égales par l'Etat et l'employé. Mais il semble qu'il faudra encore patienter pour que cette réforme puisse voir le jour, malgré le grave déficit dont souffre cette caisse. La dette implicite du régime des pensions civiles géré par la CMR plafonne actuellement à 800 milliards de DH, soit près de trois quarts du PIB. A croire l'argentier du royaume, Mohamed Boussaid, «la réforme de la Caisse marocaine des retraites (CMR) débutera en 2015».

Position peu enviable
pour le gouvernement Benkirane

Il a précisé lors d'un point de presse consacré à la présentation de la loi de finances 2014, que «le calendrier défini pour la réforme de la retraite retient que l'année 2014 connaîtra la prise de

décision sur les scénarios, l'adoption des textes et le démarrage de l'application de la réforme sera pour début 2015». De toute façon, que ce soit pour la CMR ou les autres caisses (CIMR, RCAR, CNSS), le courant passe difficilement ou pas du tout entre le gouvernement et les syndicats.

Si du côté de l'Exécutif, on tient à faire passer cette réforme par la Commission nationale chargée de la réforme des retraites, les syndicalistes exigent que le dossier soit traité dans le cadre du dialogue social (gouvernement/patronat/syndicat). Soumis aux pressions du FMI, aux exigences des syndicats et aux contraintes budgétaires, le gouvernement Benkirane se trouve, à vrai dire, dans une position peu enviable.

LSR

COURRIER DES LECTEURS

Pas de rajout d'années
supplémentaires

Je me suis adressé plusieurs fois à vous sans pouvoir obtenir une réponse comptant sur votre volonté de m'éclairer sur ce qui suit :

Après cinq années de cotisation auprès de la CNAS et arrivé à l'âge de 60 ans, j'ai bénéficié d'une allocation retraite. Après une période d'inactivité, j'ai repris du service d'où j'ai cotisé pendant 7 années auprès de cette dernière. Dans ce cas, pourrai-je rajouter les 7 ans de travail supplémentaires en question ? Dans l'attente de vous lire, veuillez agréer, monsieur, l'expression de mes salutations empressées.

B. Kamel

RÉPONSE : Il est peu probable que la CNR prenne en compte les années de cotisations. Suite à votre réponse d'activité, les textes de loi n'ont pas prévu ce cas de figure. Nous vous recommandons quand même, à partir du moment où vous percevez une allocation de retraite, de saisir la direction générale de la CNR.

Pension de retraite de France

Tout d'abord, je remercie le journal *Le Soir d'Algérie* et surtout la rubrique «Soir Retraite» qui nous aide à connaître nos droits en Algérie mais aussi en France. J'étais fonctionnaire, j'ai exercé dans une administration algérienne. Actuellement, je suis en retraite, mais avant, en tant qu'immigré, j'ai travaillé en France dans le cadre de l'accord conventionnel franco-algérien sur la main-d'œuvre algérienne en France.

J'ai occupé un poste de travail comme ouvrier salarié, déclaré par mon employeur, j'ai eu mon numéro d'immatriculation à la sécurité sociale.

En 2007, alors que j'avais l'âge de 60 ans, j'ai saisi par écrit la Caisse régionale d'assurance maladie dont je dépends pour prétendre à une pension de retraite. Par la suite, cet organisme m'a répondu en me signifiant qu'à cet âge (60 ans), il n'y a qu'une somme unique au moyen d'une indemnité d'une fois pour toutes, c'est-à-dire le rachat de ma pension en versement unique.

Ce même courrier que j'ai reçu contenait un formulaire que je devais remplir et retourner. Dans ce formulaire, deux choix m'ont été proposés :

- Demander le paiement de ce versement unique : après ce versement, nous ne vous adresserons plus aucun paiement au titre de votre retraite personnelle.
- Annuler votre demande de retraite : à titre indicatif, à la date où vous avez atteint l'âge de 65 ans, et compte tenu de la législation actuelle, une retraite vous serait payée tous les mois. J'ai opté pour le 2^e choix, et

j'ai déposé un dossier complet quatre mois avant d'atteindre l'âge de 65 ans à la CNR de la localité où je réside, comme stipule la réglementation. Par la suite, la CNR m'a fait connaître le transfert de mon dossier vers la Caisse régionale de l'assurance maladie (aujourd'hui CARSAT) dont je dépends. Je vous prie de bien vouloir me fournir quelques explications en répondant à mes questions qui sont les suivantes :

1- Est-ce que mon relevé de carrière en Algérie en tant que fonctionnaire sera pris en considération et pouvant déduire cette pension de retraite que j'attends de France ?

2- Au cas où je serais déçu pour une somme qui me sera allouée parce que j'ai peu cotisé, combien de trimestres exigés dois-je rassembler, sachant que j'ai déjà atteint plus de 65 ans ? Dans l'attente de votre réponse, veuillez recevoir mes sincères salutations et mes plus profonds respects.

M. B. A. Relizane

RÉPONSE : Vous avez fait le bon choix, les années en Algérie ne peuvent pas être prises en compte. Le montant de la pension qui vous sera versée sera proportionnel au nombre de trimestres cotisés.

Quelles seraient les répercussions
de la suppression de l'article 87 bis ?

Je viens par la présente vous dire : chapeau bas et bonne continuation. Outre, je suis attaché à votre journal que je ne peux m'empêcher de lire quotidiennement, car il m'apporte «nouvelles et espoir, surtout votre page espace «Retraite», vous l'avez sûrement deviné ou pensé : je suis un retraité. De ce fait, je voudrais savoir si en allégeant ou en supprimant l'article 87 bis, nous, retraités, seront bénéficiaires. Prière m'éclairer sur cette situation. Sincères salutations.

Madi Tahar
Les Vergers, Bir-Mourad-Raïs

RÉPONSE : Seul le montant minimum des pensions de retraite est indexé sur le SNMG, à hauteur de 75%. Pour le reste, il faut attendre les résultats des «négociations sociales» pour apprécier les éventuelles répercussions de la suppression, partielle ou totale, de l'article 87 bis du code du travail sur les pensions de retraite à venir.

Cotisations des «vacataires»
de la Fonction publique

J'ai l'honneur de soulever une question qui n'a jamais encore été citée par les lecteurs de votre jour-

nal. La question étant celle des fonctionnaires recrutés à l'indépendance et ayant cotisé suivant le régime spécial qui existait alors et que le pays a hérité de la législation française. Avant la parution et l'application du SGFP, ces agents étaient recrutés en tant que «vacataires» et cotisaient alors au régime général à hauteur de 1,5% pour la retraite. Une fois titularisés, ils ont été automatiquement affiliés au régime spécial et ont cotisé à hauteur de 6% pour la part ouvrière et 12% pour la part patronale. Beaucoup croyant bénéficier de ce statut ont racheté les années de la période d'avant titularisation pour régulariser leur situation envers la CGRA. Ceci en plus des cotisations du régime général qu'ils ont déjà payées. Des sommes considérables ont été ainsi consenties pour rien puisque la loi de 1993 fait abstraction de cette situation et aligne tout le monde sur le régime général. Que l'on soit fonctionnaire titulaire ou simple ouvrier agricole ou du BTP, les avantages sont les mêmes. Que deviennent alors les sommes consenties par ces agents ? Pourquoi la CNR ne les rembourse-t-elle pas ?

R. Chelouh
Retraité des collectivités locales, Issers
(Boumerdès)

RÉPONSE : Le système de retraite par répartition est basé sur une solidarité intergénérationnelle ; par conséquent, les cotisations que vous évoquez ont alimenté le fonds des retraités de la CNR, ce qui n'empêche pas d'établir la traçabilité de ces cotisations et de voir dans quelle mesure une compensation au profit de ces «vacataires» pourrait être assurée. Il serait utile que les concernés ou leurs ayants droit fassent des démarches dans ce sens.

Retraite Casnos à minima

Je suis un fidèle lecteur de votre journal *Le Soir d'Algérie* : rubrique «Retraite». Je suis né en 1932, je suis commerçant depuis 1954, j'ai payé mes cotisations à la Casnos depuis 1954 à 2013, je travaille encore et je paye mes cotisations. Je touche actuellement une retraite de seulement 15 000 DA. Ai-je droit à une augmentation ou à une révision de ma retraite SVP ? Je vous remercie.

M. B. K. Alger

RÉPONSE : Depuis plusieurs années maintenant, la Casnos n'accorde plus de revalorisation annuelle des pensions de retraite, faute de disponibilités financières. Le problème de trésorerie de la Casnos est devenu chronique : c'est tout le système qui doit être revu.